SAMBE

Bulletin de la Société des Amis de Mongo Beti

N° 19 – Janvier - Juin 2012

Odile Biyidi Awala : Éditorial, p. 1
Mongo Beti : Correspondance avec Tosse Ekue, p.1
Bibliographie, p. 4
Bulletin d'adhésion , p. 4

Ce mois de juin 2012 est celui du quatre vingtième anniversaire de la naissance de Mongo Beti à Akometam. Le village tel qu'il est aujourd'hui témoigne de l'abandon dans lequel sont laissées les populations du Cameroun. La situation que Mongo Beti avait décrite dans La France contre l'Afrique, retour au Cameroun, *en 1994, a encore empiré. Pendant une dizaine d'année il s'est battu pour sortir le village de sa léthargie. Il y a jeté ses dernières forces. En vain. Il n'a pas pu soulever la chape de plomb de l'incurie des élites et de la morne désespérance des habitants. Le monde où il a vu le jour en 1932 n'a pas changé pour les Africains. C'est celui de l'exploitation des ressources naturelles. Les grumiers continuent de passer en trombe à travers le village. Le bois s'en va, ne laissant que le sillage de la déforestation. Il s'en va gonfler des comptes bancaires lointains, à Monaco, au Luxembourg. Rien pour le pays, rien pour le village, pas de transformation, pas d'industrie, pas d'emplois, pas de prospérité.*
Et pourtant ce n'est pas faute de s'affairer au chevet des États « pauvres très endettés », comme le Cameroun de Biya. À ce sujet nous publions dans ce bulletin un échange qui eut lieu en septembre 2000 par mail sur le forum de Survie, entre Mongo Beti et Tosse EKUE. Depuis il y a eu le C2D, contrat désendettement développement, sans aucun préalable bien sûr concernant le gel des avoirs des dictateurs ou un audit quelconque sur l'origine de la dette. À part quelques gesticulations, rien n'a changé pour les Camerounais, rien non plus pour Biya, qui a pu continuer à dilapider l'argent public dans les palaces européens. Mais n'était-ce pas le but de l'opération finalement ?
Odile Tobner

Yaoundé, 21 septembre 2000
L'annulation de la dette est-elle la solution la plus adéquate? Cela peut paraître évident, mais cela peut tout aussi bien relever de la fausse évidence.
Il n'est que d'observer avec quelle jubilation les dictateurs francophones corrompus accueillent cette revendication pour comprendre qu'elle est douteuse, et pour cause. Cela revient en vérité à octroyer une prime au vol, à la rapine.
Où est le problème en effet? Il est dans l'incapacité des pouvoirs corrompus à rembourser, parce qu'ils ne savent que gaspiller, et non dans l'impossibilité intrinsèque des pays respectifs de rembourser. L'argent de la dette a été confisqué par les dictateurs qui en ont fait un emploi extravagant, toujours pour satisfaire leurs instincts d'autocrates. De cet argent, les peuples africains n'ont jamais vu la couleur, c'est une vérité aujourd'hui établie.
En annulant purement et simplement la dette, aussi politiquement correcte que soit la justification d'une telle décision, cela ne reviendrait pas moins à marquer nos peuples au fer de l'infamie en même temps que les dictateurs irresponsables, puisque l'incapacité foncière de l'Africain en général aura été une fois de plus démontrée. Ce serait proprement confondre les bourreaux et les victimes dans le même opprobre, ou, en termes plus triviaux, mélanger les torchons et les serviettes. Le cycle dette-corruption-faillite publique ne risquerait-il pas de réapparaître bientôt, puisqu'un pays ne peut se passer d'une dette publique?
La bonne morale consiste d'abord à bien dégager les responsabilités internes, car il y en a quand même eu, pour les sanctionner. Autant dire qu'il convient de poser le problème autrement, au moins de le prendre en amont.

De l'argent a été volé. Par qui? Comment? Les réponses sont aisées dans un pays comme le Cameroun. Tout le monde ici connaît les responsables des détournements de l'argent prêté par l'extérieur, ainsi que les montants, gros ou petits. Les listes circulent même dans les journaux, preuve que les documents sont accessibles. Les coupables? En tête le chef de l'Etat, bien sûr, avec sa famille, ses amis proches noirs et blancs, y compris les marabouts et autres gourous (celui de notre président, c'est le Français Raymond Bernard, très généreusement financé puisque l'ensemble de la dotation en sa faveur s'est élevée en quelque dix années à 7 milliards de francs cfa au bas mot, *Le Monde* du 24 décembre 1999 dixit). Suivent les ministres, leurs familles, leurs entourages proches. Vient toute la cohorte des dignitaires du parti au pouvoir, ex-parti unique.Etc.
Il est curieux que, à aucune instance des organismes financietrs internationaux, sans parler des gouvernements occidentaux, on n'évoque jamais cet aspect, pourtant crucial, du problème de la dette. Il est bien question de corruption, mais très vaguement, comme si l'on parlait de la planète Mars. La vérité est que les gouvernements occidentaux ainsi que les organismes financiers internationaux sont les complices de cette classe de prédateurs africains et leurs protecteurs, et qu'ils consacrent ainsi la culture de l'impunité dont les ravages en Afrique ne sont plus à démontrer. Il ne faut surtout pas troubler le *statu quo* politique sur le continent noir. Aussi bien, dans leurs confidences, les dirigeants occidentaux, politiques et financiers, avouent-ils cyniquement que les nègres n'ont pas la moindre chance de jamais s'en sortir, mais qu'il convient de jouer la comédie.
Qu'on imagine donc l'état d'esprit de sociétés africaines qui voient annuler la dette des États alors que ceux qui ont détourné l'argent de la dette en jouissent au vu et au de tous, et avec quelle tapageuse arrogance!
N'est-ce pas un devoir primordial de faire rendre gorge aux voleurs qui font étalage de leurs rapines?
La prétendue lutte contre la pauvreté et la corruption, qui se refuse à faire le nettoyage par le vide au niveau des instances gouvernementales africaines, est un leurre destiné à abuser l'opinion des braves gens de tous les continents.
Il ne faut pas annuler la dette, sinon l'histoire à venir sera faite d'une cascade d'annulations toujours recommencées. Il faut au contraire faire payer les voleurs, seul moyen d'interrompre ce cercle vicieux.
Mongo Beti

22 septembre 2000

M. BETI, si sur le plan éthique votre thèse est dans une certaine mesure fondée, dans le domaine politico-idéologique il nous semble, qu'elle reste normative. - L'annulation de la dette des pays c'est - à - dire donner aux peuples les moyens de vivre décemment et d'entreprendre n'est, surtout pas l'annulation de la dette des dictateurs africains et de leurs comparses européens. Comment, parler de la dette sans en décanter le mécanisme et surtout l'intention première du système. En effet, comment comprendre que des gouvernements puissent mener des transactions financières de ce type qui engagent, le bien-être et la souveraineté du peuple créancier comme celui du peuple débiteur sans se poser, les questions de base de solvabilité et de viabilité des projets si projet il y en a. C'est pourquoi, dans le cadre de l'annulation de cette dette illicite et honteuse mille et une fois payée en espèce sonnante, en disette et en vies humaines des pays voire des peuples, nous avons comme préalable toujours demandé et continuons de le faire :

1 - la levée du secret bancaire

2 - le gel des avoirs des dictateurs africains et de leurs ministres dans les banques des paradis fiscaux

3 - le rapatriement de ces fonds vers leurs sources d'origine

4 - plus de contrôle des parlements sur ce genre d'activité somme toute normale.

Tosse EKUE

Yaoundé, 25 sept. 2000
J'ignore ce qu'est une thèse normative; en revanche, je crois savoir repérer un point de vue technocratique. En effet, le postulat selon lequel annuler la dette "c'est donner aux peuples les moyens de vivre décemment et d'entreprendre..." (je vous cite) est un point de vue totalement technocratique, sans lien avec les réalités vécues quotidiennement par les Africains sur le terrain. Cela me rappelle ce qui se chantait partout peu avant la dévaluation du franc cfa : ce serait un coup de fouet pour nos exportations, les activités allaient redémarrer, etc. Autant de propos de technocrates qui croient que, quand ils écrivent une phrase sur du beau papier blanc dans leur beau bureau, les réalités sur le terrain se transforment automatiquement comme par miracle. Avant la dévaluation de 1994, le kilo de viande de boeuf à Yaoundé, (le Cameroun est un gros producteur de viande de boeuf) était à mille francs cfa; aujourd'hui (j'en ai encore acheté hier dimanche moi-même), il est à 1700. Je vous laisse calculer le taux d'inflation.
Vivre décemment pour les peuples, cela veut dire quoi? Le litre d'essence, au Cameroun, pays producteur de pétroile, est à 450 fcfa (7, 5 FF en France, pays non producteur, mais au revenu par tête d'habitant de 24. 000 $, contre à peine 1000 au Cameroun). Pourquoi le carburant est-il si cher ici, plus que dans aucun pays producteur de pétrole hors Golfe de Guinée? Les spécialistes étrangers (pas le gouvernement camerounais, qui, lui ne daigne jamais communiquer avec le peuple) expliquent : les gouvernements frrancophiles du Golfe de Guinée, Gabon, Cameroun, Congo-Brazzaville gagent plusieurs années de production d'avance de brut, si bien qu'ils sont eux-mêmes obligés d'importer de la matière première à raffiner. En quoi l'annulation de la dette enrayera-t-elle cette pratique?
Produire davantage? Exemple : j'ai mis sur pied, dans mon village natal, à 60 kilomètres de la capitale, un petit élevage de porcs pour donner un peu de travail aux jeunes du village. Pour aller se fournir en matériaux au bourg le plus proche, Mbalmayo, situé à 12 kilomètres du village, il faut franchir les bons jours deux barrages de police fixes, totalement inutiles, et, les mauvais jours, deux autres barrages de plus, tout aussi inutiles du point de vue de la sécurité, mais qui permettent aux policiers d'intercepter tout transporteur et de lui extorquer de l'argent en toute impunité; c'est connu, visible, observable de tous, c'est institutionnel. Résultat? Ce climat de racket est évidemment dissuasif pour un jeune villageois qui a des idées, de l'imagination, des projets, mais ne dispose d'aucune réserve d'argent pour désintéresser quotidiennement les policiers à chaque voyage qu'il fait au bourg. J'aimerais savoir par quel miracle l'annulation de la dette va libérer le producteur potentiel d'une pratique de racket invétérée?
Je reconnais que l'annulation de la dette est un slogan extrêmement mobilisateur, facile à intérioriser, donc propice au recrutement des militants. Mais je répète que l'annulation de la dette, même nuancée, ne résoudrait rien du tout.
Il faudra bien ensuite donner de nouveaux moyens à ces États; les pays les plus développés eux-mêmes s'endettent, a fortiori les autres. Si c'est toujours Biya au Cameroun, Bongo au Gabon, Sassou au Congo, et tutti quanti, comment, les mêmes causes produisant les mêmes effets, ne va-t-on pas bientôt se trouver devant les mêmes faillites, les mêmes banqueroutes, si les États ne se sont pas débarrassés des prédateurs?
C'est plus une question de système que de moyens. Le Cameroun, le Gabon, le Congo, d'autres encore, avaient au départ les moyens de contracter des dettes raisonnables et de les rembourser. C'est la gestion des dictateurs qui est à l'origine de la déroute.
Je le répète : le postulat selon lequel tout ira mieux quand on aura annulé la dette est une vue de l'esprit. Exactement comme cet autre qui le précéda : tout ira mieux quand on aura dévalué le franc cfa.

Mongo Beti

Publication

Le mensuel *Mosaïques, arts et cultures du Cameroun* publie en juillet 2012 un N° hors-série, consacré à Mongo Beti, 1932 – 2012.

À l'occasion du 80e anniversaire de la naissance du célèbre écrivain, retour sur 10 facettes qui ont jalonné son existence terrestre.
Avec les contributions de : Ambroise Kom, Odile Biyidi-Awala, Patrice Nganang, Armand Leka Essomba, Robert Fotsing, Mangoua, Alexandre Djimeli...

Mosaïques - ***Bp*** *: 30332 - Yaoundé* - ***Mail*** *: mosaiqueslemag@gmail.com* **Tél**: +237 99 98 04 88 - 75 09 69 81 - 77 71 68 86 - **Directeur de la publication :** Joseph Fumtim

---

Fiche de cotisation 2012

Nom : Prénom :

Profession :

Adresse :

Tél. : E-mail :

Montant de la cotisation : 10 000 Fcfa Don : Total :
Ou 25 dollars ou euros
Mode de règlement : □ espèces □ chèque bancaire, postal
Date : Signature de l'adhérent :

Correspondants : Europe : O. Biyidi, 23, rue Daliphard, F – 76000 Rouen
e-mail : odile.biyidi-awala@cegetel.net
Amérique : A. Kom, Holycross, One College st, Worcester MA 01610, 2395 USA
e-mail : akom@holycross.edu

L'envoi du bulletin est fait à tous les adhérents, par mail ou par poste. Ceux qui désirent recevoir les bulletins précédents peuvent en faire la demande.

Nous disposons, à la librairie Des Peuples Noirs, BP 12405, à Yaoundé, Cameroun et aux Éditions des Peuples Noirs, 82, avenue de la Porte des Champs, 76000 Rouen, France, de collections de la revue *Peuples Noirs peuples Africains*. Prix, 50 000 FCFA à la librairie, 150 € port compris aux éditions.